

À la recherche d'un substitut : L'Algérie et le Venezuela comme alternatives de sécurité énergétique pour l'Europe ?

Luíza Cerioli

Université de Kassel



| L'auteure

Luíza Cerioli est une chercheuse post-doctorale au sein du projet Extractivism.de à l'Université de Kassel.

DOI: 10.17170/kobra-202401269446

Extractivism Policy Brief is an Open Access online publication downloaded freely at www.extractivism.de. Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 Germany \(CC BY-NC-ND 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the www.extractivism.de project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2024, All rights reserved.

IN SHORT

FR

- La guerre en Ukraine a imposé un changement de stratégie énergétique de l'Union européenne, créant une opportunité pour différents fournisseurs d'énergie tels que l'Algérie et le Venezuela.
- L'UE est confrontée à un double enjeu : trouver des alternatives à court terme pour les livraisons de gaz et s'engager à long terme dans un « green deal ». Cela nécessite un changement fondamental dans la coopération entre l'UE et ses pays de production et de livraison d'énergie.
- L'Algérie offre un potentiel renouvelable, mais elle manque de technologie et de capital. Un partenariat énergétique avec l'UE pourrait être profitable aux deux parties. En revanche, les défis politiques du Venezuela limitent son rôle en tant que catalyseur énergétique international.
- L'UE peut devenir un catalyseur pour une transition juste, mais elle devrait considérer la transition énergétique comme un effort concerté et global. La sécurité énergétique européenne devrait être liée aux objectifs de développement de ses partenaires énergétiques. En cas d'échec, le risque est de retomber dans une exploitation coloniale des matières premières dans le Sud.
- Un partenariat énergétique avec l'UE pourrait être profitable aux deux parties.

EN

- The Ukraine war forced a change on the EU energy strategy, creating a window of opportunity for different energy suppliers, such as Algeria and Venezuela.
- The EU faces a double challenge: finding short-term alternatives for gas and committing to a long-term "green deal". This requires a fundamental change in the cooperation between the EU and its energy-supplying countries.
- Algeria has renewable potential but lacks technology and capital; an energy partnership with EU could be profitable for both sides. Conversely, Venezuela's political challenges limit its role as an international energy catalyst.
- The EU can become a catalyst for a just transition, but it should see energy transition as a cooperative and global effort. European energy security should be linked to the development objectives of its energy partners. Failure risks reverting to colonial patterns of resource in the Global South.

DE

- Venezuela und Algerien sind für die Europäische Union potenzielle, zukünftige Energiepartner.
- Die EU steht vor einer doppelten Herausforderung: Sie muss kurzfristige Alternativen für Gaslieferungen finden und sich langfristig einem green deal verpflichten. Dies erfordert einen grundlegenden Wandel der Zusammenarbeit zwischen EU mit ihren Energielieferländern.
- Algerien verfügt über großes Potenzial erneuerbarer Energien, es mangelt ihnen jedoch an Technologie und Kapital. Eine EU-Algerien Energiepartnerschaft wäre für beiden Seiten profitabel. Im Gegensatz dazu begrenzen die politischen Herausforderungen Venezuelas seine Rolle als internationaler Energiekatalysator.
- Die EU kann zu einem Katalysator für eine *just transition* werden, sie sollte aber Energiewende als eine gemeinsame und globale Anstrengung betrachten. Die europäische Energiesicherheit sollte mit Entwicklungszielen ihrer Energiepartner verknüpft werden. Ein Misserfolg birgt die Gefahr, zu einer kolonialen Rohstoffausbeutung im Globalen Süden zurückzufallen.

ES

- La guerra en Ucrania forzó un cambio en la estrategia energética de la Unión Europea, creando una ventana de oportunidad para diferentes proveedores de energía, como Argelia y Venezuela.
- La UE enfrenta un doble desafío: encontrar alternativas a corto plazo para el gas y comprometerse con un "pacto verde" a largo plazo. Esto requiere un cambio fundamental en la cooperación entre la UE y sus países proveedores de energía.
- Argelia ofrece potencial renovable pero carece de tecnología y capital; una cooperación energética con la UE podría ser rentable para ambas partes. Por otro lado, los desafíos políticos de Venezuela limitan su papel como catalizador internacional de energía.
- La UE puede convertirse en un catalizador para una transición justa, pero debería ver la transición energética como un esfuerzo cooperativo y global. La seguridad energética europea debería estar vinculada a los objetivos de desarrollo de sus socios energéticos. El fracaso podría resultar en un retorno a patrones coloniales de explotación de recursos en el Sur Global.

Introduction

On dit souvent que toute crise recèle une opportunité. La politique étrangère consiste souvent à saisir une occasion de provoquer un changement qui, autrement, dépendrait d'une politique léthargique. L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a eu des conséquences dévastatrices pour le peuple ukrainien, détruisant des villes, ciblant des civils, forçant les gens à fuir leurs maisons et générant une crise humanitaire en Europe. En outre, elle a mis en évidence de nombreuses lacunes dans la sécurité énergétique européenne.

Cependant, la crise a également donné à l'Union européenne l'occasion de revoir ses relations avec les fournisseurs d'énergie. Pendant plus d'une décennie, l'UE est devenue très dépendante des importations russes, en particulier de pétrole et de gaz. Cela n'a pas empêché l'UE de proclamer la déclaration de Versailles en mars 2022, qui condamnait l'invasion et annonçait qu'elle réduirait les importations russes et chercherait de nouveaux fournisseurs le plus rapidement possible. La question qui se pose alors est la suivante : qui pourrait remplacer la Russie et, surtout, de quelle manière ? Des spécialistes, des analystes des médias et des hommes politiques ont commencé à se demander qui pourrait saisir cette opportunité et réorienter la production vers le marché européen avide. Cette *Extractivism Policy Brief* examine les cas de l'Algérie et du Venezuela en tant que candidats possibles.

La seule recherche d'un substitut ne résout pas le double défi que la guerre a déclenché pour l'UE. Si la crise a incité à la recherche d'une solution à court terme en matière d'approvisionnement, elle a également mis en évidence les pièges de la stratégie énergétique de l'UE et l'urgence de la transformer. Les conséquences de la dépendance à l'égard d'une minorité de producteurs de combustibles fossiles ont été ressenties par les citoyens. La mise en évidence de cette vulnérabilité a souligné l'importance de parvenir à un bouquet énergétique plus durable et plus efficace, comme le prévoit le « Green Deal » de l'UE à l'horizon 2020. Répondre à ce besoin d'approvisionnement à court terme tout en poursuivant l'objectif à long terme de la transition énergétique est un défi de taille qui doit susciter un changement fondamental dans les relations de l'UE avec les pays fournisseurs d'énergie.

Cette *Extractivism Policy Brief* soutient qu'un changement fondamental doit inciter les décideurs de

l'UE à considérer la transition énergétique comme un effort de collaboration, en coordonnant les politiques et en incitant les acteurs ayant des avantages comparatifs divers à mobiliser les acteurs économiques et politiques adéquats pour garantir un processus de transformation équitable et résilient. Cette coopération doit finir par modifier la distinction manichéiste qui divise les pays en acheteurs et fournisseurs de ressources naturelles, en reliant les besoins de développement national de chaque partenaire aux exigences d'une transition énergétique mondiale juste. Dans le cas contraire, le remplacement de la Russie ne fera que transférer les vulnérabilités d'un endroit à un autre. Elle peut satisfaire les besoins d'approvisionnement à court terme de l'UE, mais ne contribue pas à ses objectifs de durabilité, tout au moins à l'échelle mondiale.

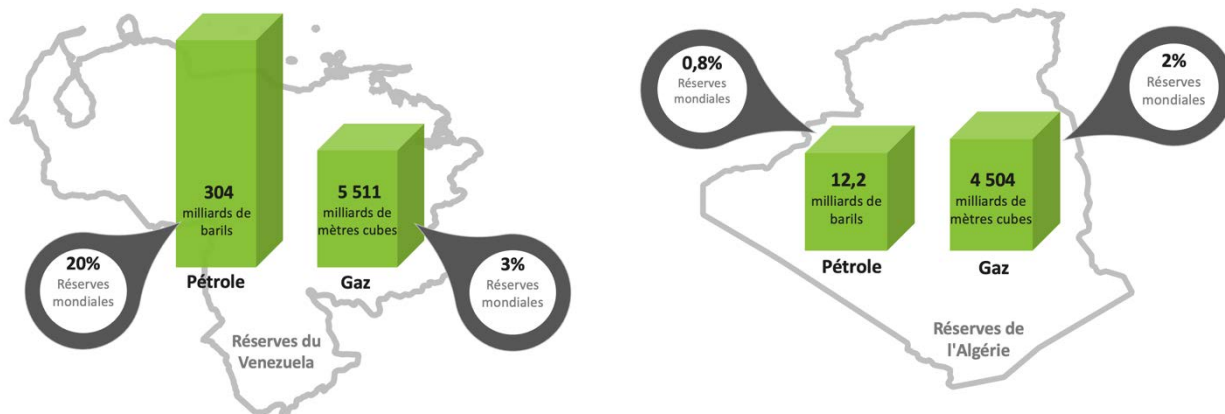
Par conséquent, l'UE se trouve actuellement dans une position où elle peut choisir d'être une source de véritable transformation mondiale ou de retomber dans les schémas coloniaux d'exploitation des ressources. La course aux nouvelles ressources peut créer une division internationale du travail encore plus inégale, piégeant la plupart des pays du Sud dans une voie de développement extractiviste dans laquelle les conditions d'orientation de leur économie vers d'autres secteurs productifs sont de plus en plus étroites. L'exploitation incontrôlée des ressources sous le couvert de la décarbonisation peut affecter les moyens de subsistance locaux sans pour autant améliorer le bien-être. Les frontières minières peuvent être étendues, l'eau potable peut être contaminée et la faune et la flore peuvent être détruites dans des régions déjà défavorisées. Cela permettra de maintenir des régimes reposant sur des économies d'enclave, qui ne s'étendront pas à d'autres secteurs, ne créeront pas d'emplois significatifs et ne profiteront qu'à une élite. Cette situation a été qualifiée de « colonialisme vert » (Hamouchene et Sandwell, 2023) ou de « face cachée de la durabilité » (Warnecke-Berger et al., 2022). Pour l'éviter, il faut des politiques stratégiques intelligentes.

Ceci dit, cette *Extractivism Policy Brief* est un exercice de réflexion : quel pays fournisseur peut s'inscrire dans ce cadre ? Le Venezuela et l'Algérie sont deux pays producteurs de l'hémisphère sud qui ont leurs propres besoins en matière de développement et qui se trouvent en marge des discussions sur la transition énergétique mondiale. Ces pays font partie du groupe sélectif qui

possède à la fois des réserves de gaz et de pétrole en quantités considérables. L'Algérie possède des réserves prouvées de pétrole estimées à 12,2 milliards de barils et des réserves prouvées de gaz naturel estimées à 4 504 milliards de mètres cubes (EIA, 2023). Environ 94 pour

cent des exportations algériennes sont des combustibles – 40 pour cent de gaz naturel et 30 pour cent de pétrole brut – et elle consomme moins de 40 pour cent de sa production de gaz, ce qui signifie qu'elle importe très peu en termes d'énergie.

FIGURE 1: LES RESERVES DE L'ALGERIE ET DU VENEZUELA¹



Pour sa part, le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole au monde, soit environ 304 milliards de barils. Il dispose également de réserves de gaz naturel largement inexploitées, estimées à 5 511 milliards de mètres cubes, ce qui en fait la septième réserve mondiale. Environ 98 pour cent des exportations vénézuéliennes sont des cargaisons de pétrole, tandis que la consommation intérieure d'énergie provient principalement de la production d'hydroélectricité, ce qui permet à ses réserves massives d'être disponibles pour l'exportation.

Les dirigeants des deux pays s'étaient déjà présentés comme des substituts possibles aux Russes. En explorant ces cas, cette note politique sur l'extractivisme conclut que l'Algérie, avec un fort potentiel de production renouvelable mais un manque d'accès à la technologie et au capital, peut être présentée comme une opportunité gagnant-gagnant pour l'UE, ce qui devrait inciter les pays membres à revoir leur politique étrangère en conséquence. La crise ukrainienne est donc l'occasion de conjuguer les objectifs à court et à long terme de l'UE avec les besoins de développement de l'Algérie, permettant ainsi l'émergence d'un partenariat durable en matière de sécurité énergétique. Toutefois, pour que cela se concrétise, un ajustement politique des deux côtés doit avoir lieu. Dans le cas contraire, le remplacement des

approvisionnements russes par des approvisionnements algériens pourrait renforcer l'extractivisme dans ce pays d'Afrique du Nord, retarder ses propres projets d'énergies renouvelables ou même l'exclure de la transition énergétique mondiale.

À l'inverse, le cas vénézuélien montre comment les problèmes politiques prennent le dessus, empêchant les besoins énergétiques d'être à l'origine d'un changement relationnel fondamental. Bien que le pays dispose d'un grand potentiel, les frictions antérieures entre son gouvernement et la plupart des pays européens entravent tout programme de transformation de la politique étrangère. Il n'y a donc pas beaucoup de points de contact qui pourraient placer le Venezuela dans une position prioritaire répondant à la fois aux besoins à court et à long terme de l'UE. Ainsi, si le remplacement de certains approvisionnements russes par des approvisionnements vénézuéliens est effectivement possible, il y a peu d'espace pour convertir cela en un partenariat de sécurité énergétique.

Pour développer ces arguments, cette *Extractivism Policy Brief* examine d'abord les défis européens, puis fait la lumière sur les deux cas, en se concentrant sur ce qui est survenu un an après le début de la guerre. L'analyse reflète le travail de terrain effectué par l'auteur dans les deux pays dans le cadre du projet

¹ Données d'OPEC, *Annual Statistical Bulletin* 2023.

Extractivism.de en 2023 et s'appuie sur la littérature secondaire et les médias actuels.

Le double défi européen

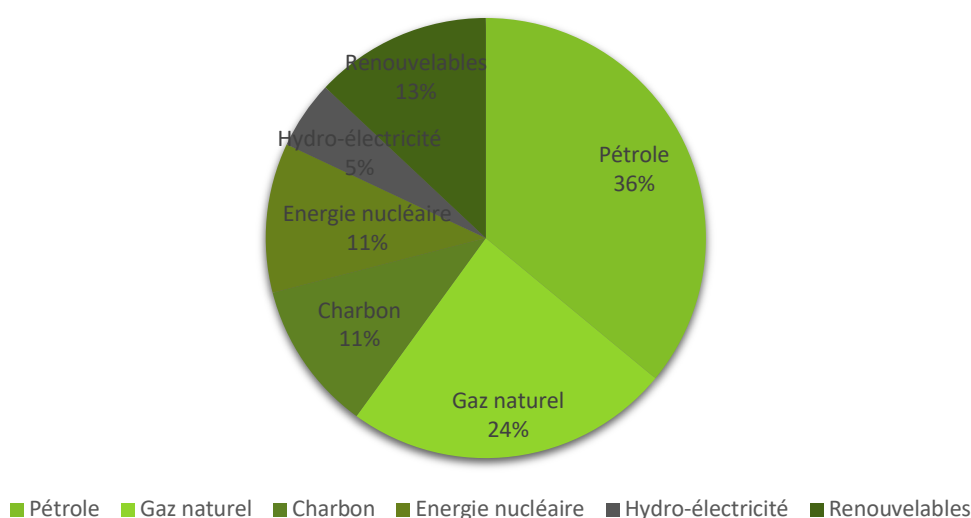
Cette section explique le double défi auquel les responsables politiques de l'UE sont confrontés depuis le déclenchement de la crise ukrainienne. Premièrement, ils doivent trouver le substitut le plus approprié à la Russie, ce qui n'est pas une tâche facile. Deuxièmement, ils doivent simultanément accélérer leur « Green Deal », en garantissant au continent un bouquet énergétique plus sûr, conformément aux objectifs de décarbonisation et de durabilité.

L'Europe est un importateur net de matières premières et de ressources énergétiques. Ses programmes de fermeture progressive de plusieurs installations nucléaires et de charbon au milieu des années 2010 ont rendu la région plus dépendante des approvisionnements russes, en particulier du gaz naturel et du pétrole, mais aussi des engrais, du fer, de l'acier et d'autres matériaux. Au cours de la dernière décennie, la société russe Gazprom a mis en place un vaste réseau d'infrastructures dans l'UE en construisant des gazoducs, tels que le Nord Stream (1 et 2), et en signant

des accords commerciaux avantageux. En 2021, l'UE a importé environ 57 pour cent de l'énergie qu'elle a consommée. Sur le total de ces importations d'énergie, 42 pour cent provenaient de Russie – 40 pour cent de gaz naturel, 45 pour cent de charbon et 30 pour cent de pétrole (Eurostat, 2023).

Néanmoins, en réponse à l'invasion de l'Ukraine, l'UE a annoncé le plan REPowerEU en 2022, qui vise à réduire la dépendance à l'égard des importations russes. Les États membres ont accepté d'interdire environ 90 pour cent de leurs importations de pétrole, à l'exception du brut acheminé par oléoduc. Dans le même temps, des sanctions contre la Russie et un plafonnement de ses importations de dérivés pétroliers ont été imposées. Le plan prévoit également une plus grande diversification des sources et des voies d'approvisionnement, une amélioration de l'efficacité énergétique, du stockage et des réseaux de distribution, ainsi qu'une accélération de la mise en œuvre des énergies renouvelables.

FIGURE 2 : CONSOMMATION D'ÉNERGIE À L'UE (2021)²



² Données d'Energy Institute (EI), *Statistical Review of World Energy 2023*.

Si le remplacement d'un fournisseur de pétrole n'est pas la tâche la plus ardue, le gaz naturel quant à lui est plus difficile à transporter et à stocker. Reproduire l'interconnectivité Russie-UE avec d'autres partenaires sera coûteux et prendra du temps. En revanche, les importations à grande échelle de gaz naturel liquéfié (GNL) et les capacités de stockage sont limitées. Plus important encore, le continent utilise principalement le gaz pour le chauffage des ménages (31 pour cent), la production d'électricité (24 pour cent) et l'industrie (22 pour cent) (Eurostat, 2023). Par conséquent, toute modification brutale de l'approvisionnement se répercute sur la vie quotidienne des gens, avec un fort potentiel de perturbation sociale, économique et même politique. Toute mesure de l'UE visant à améliorer l'efficacité énergétique, à électrifier la consommation de chauffage et à encourager les changements de comportement devra être prudente.

Contre toute attente, l'UE est parvenue à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie plus rapidement que prévu (Lawson, 2023). Tout au long de l'année 2022, les pays membres ont accéléré la mise en œuvre de nombreux projets d'énergie renouvelable, en particulier dans les domaines de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne, en offrant des incitations à la production locale. Des pays comme les États-Unis et la Norvège sont intervenus pour assurer l'approvisionnement en GNL. Les entreprises européennes ont signé plus d'une centaine d'accords de coopération énergétique pour garantir un approvisionnement à court terme en provenance de différents pays (Kardaś, 2023). De plus, l'Europe a bénéficié d'un hiver plus doux et d'une baisse de la consommation intérieure qui a atténué la pression de la demande (Zeniewski et al., 2023). Ainsi, à la mi-2023, les flux des oléoducs russes avaient été réduits à 80 pour cent de leur niveau d'avant la guerre (IEA, 2022).

Cela ne signifie pas pour autant que l'Europe est sortie d'affaire. Les risques restent élevés, car les rapports sur l'énergie font état d'un déficit de l'offre et de la demande, même avec la réduction déjà prévue de la consommation de gaz (IEA, 2022). Premièrement, les températures de l'hiver 2023-2024 pourraient ne pas être aussi douces qu'en 2022-2023. Deuxièmement, la Russie peut couper tous les flux restants, créant ainsi un nouveau choc. Troisièmement, les approvisionnements en GNL sont onéreux et coûteux sur le plan environnemental, en particulier ceux qui proviennent de la fracturation aux États-Unis. Augmenter encore le niveau de l'offre de GNL peut s'avérer difficile, surtout si

la demande chinoise croît et suscite une certaine concurrence.

Néanmoins, ce besoin à court terme de combler le déficit d'approvisionnement en gaz est lié à l'objectif à long terme de la transition énergétique, qui consiste à abandonner les combustibles fossiles. La Commission européenne a déclaré l'urgence climatique en 2019, et le Green Deal promet la neutralité climatique d'ici 2050. L'UE s'est donc engagée à consacrer au moins 30 pour cent de son budget 2021-2027 à l'action climatique, à la décarbonisation des sources d'énergie et à la mise en œuvre de politiques de durabilité. Il est donc nécessaire d'établir un nouveau plan industriel (vert) pour que l'Europe puisse se maintenir au même rythme que les autres économies avancées.

Ainsi, la guerre en Ukraine a pesé plus lourdement sur la transition. La pauvreté et la sécurité énergétiques sont entrées dans le vocabulaire politique de l'UE et y sont restées. Cela a motivé de nombreux dirigeants européens à trouver des moyens de protéger les consommateurs et d'encourager la production nationale d'énergie. Depuis le début du conflit, les politiques nationales en faveur de la transition gagnent en effet en importance. Par exemple, en décembre 2022, un nouveau cadre a été présenté pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans différents secteurs et faciliter les procédures d'autorisation pour l'installation d'infrastructures pour l'énergie solaire, éolienne et d'autres énergies renouvelables.

Cependant, la politique étrangère est toujours maintenue à un niveau de priorité secondaire. Ceci est problématique car la crise ukrainienne a également fait l'effet d'une douche froide sur la perspective que la transition énergétique puisse être traitée comme un projet européen unique. L'évolution brutale des prix de l'énergie, des marchés alimentaires et de la mobilité des personnes et des biens a mis en évidence l'impossibilité de remplacer l'offre de manière entièrement endogène. Elle a également mis en évidence le fait que toute transition vers l'abandon des combustibles fossiles ne peut se faire du jour au lendemain en raison des perturbations sociales qu'elle peut entraîner et qui sont d'ores et déjà capitalisées dans les élections locales partout en Europe. Ainsi, la guerre vient de confirmer que la géopolitique, la sécurité énergétique et la transition énergétique sont beaucoup plus étroitement liées qu'on ne pourrait le supposer de prime abord.

La transition énergétique est une entreprise mondiale. Les projets de décarbonisation exigent d'importants

capitaux, le développement de technologies, l'accès aux ressources minières, la disponibilité des terres, la formation et la préparation de la main-d'œuvre. Si l'UE dispose de l'argent, de la technologie et du savoir-faire nécessaires, elle manque de terres disponibles et de ressources minières accessibles, ainsi que de soutien populaire et de main-d'œuvre pour la construction et l'exploitation de nouvelles industries. À l'inverse, la plupart des pays du Sud, qui subissent déjà les conséquences désastreuses du changement climatique, disposent de moins d'incitations, d'argent et de technologies pour faire avancer les projets de durabilité par leurs propres moyens. Plus important encore, ils ne disposent pas du marché intérieur nécessaire à un processus de décarbonisation stable. En bref, la transition énergétique exige davantage et non moins d'interconnexions mondiales - à de multiples échelles et niveaux.

Cela doit inciter les décideurs politiques de l'UE à rechercher des partenariats de sécurité énergétique avec les pays fournisseurs, en reliant les différents besoins nationaux des deux parties pour garantir une relation moins vulnérable aux turbulences géopolitiques. En outre, ces partenariats en matière de sécurité énergétique doivent se préoccuper de la lutte collective contre les conséquences néfastes du changement climatique, tout en tenant compte du fait que les différents acteurs ont des responsabilités différentes. Ces entreprises doivent devenir capables de

répondre aux besoins des communautés en fonction de l'endroit où les ressources sont explorées, en générant un transfert de capitaux, de connaissances, de technologies et de bien-être. Dans le cas contraire, la durabilité mondiale servira de mécanisme pour intensifier l'asymétrie entre les pays fournisseurs et les pays industrialisés. Il est important de souligner que ces asymétries finiront par se répercuter sur la politique de l'UE par le biais de vagues de migration, de tensions politiques, de réfugiés pour des raisons environnementales, de réactions hostiles de la part des autorités, etc.

L'UE doit donc saisir cette opportunité pour faire évoluer la nature de sa politique étrangère avec les pays fournisseurs afin qu'elle corresponde mieux à son plan global de transition écologique. L'équilibre entre les demandes d'approvisionnement à court terme et les objectifs de durabilité à long terme est un test pour tous les dirigeants de l'UE et exigera une réflexion stratégique non seulement en termes de politiques intérieures mais aussi, et surtout, de relations extérieures.

Dans cette optique, examinons deux cas différents qui ont été présentés comme des alternatives : L'Algérie et le Venezuela. L'objectif est de déterminer si cette possibilité est bénéfique pour les deux parties, ce qui devrait amener l'UE à retracer sa politique étrangère en conséquence.

| Algérie : un partenaire énergétique prometteur qui se démarque

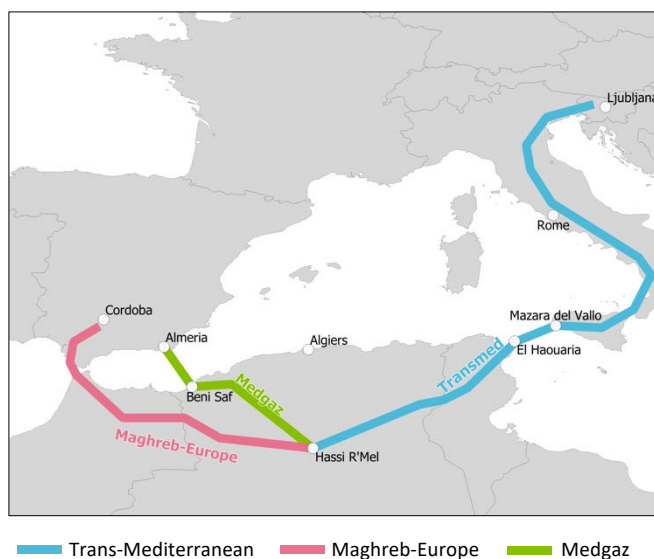
L'Algérie a un grand potentiel pour constituer une alternative à la Russie. Aujourd'hui, elle fait partie des vingt premiers producteurs de pétrole et des cinq premiers producteurs de gaz au monde, avec une poignée de réserves de gaz prouvées inexploitées et la troisième plus grande réserve de gaz de schiste. Le pétrole brut algérien est de haute qualité, léger et à faible teneur en soufre. De plus, l'Algérie occupe une position stratégique en Méditerranée. Ses exportations de gaz sont destinées aux marchés européens via trois gazoducs : TransMed, Medgaz et Maghreb-UE (fermé depuis 2021).

En effet, l'Algérie a tenté de tirer profit de la guerre en Ukraine en se positionnant comme un partenaire énergétique fiable pour l'Europe. Cette démarche a déjà porté ses fruits, du moins sur le plan politique. Tout d'abord, de nombreuses délégations étrangères se sont rendues dans le pays en 2022, rompant avec son récent isolement international lié aux critiques acerbes à l'égard du gouvernement vieillissant du président Abdelaziz Bouteflika et à la répression policière du mouvement Hirak de 2019 (Ouchichi, 2023). Le commissaire européen à l'énergie, Kadri Simson, le président français Emmanuel Macron, le président du Conseil européen Charles Michel, le Premier ministre

italien Giorgia Meloni et le Haut représentant européen pour la politique étrangère et de sécurité, Josep Borrell, sont quelques-uns des rares personnalités accueillies à Alger pour discuter des liens bilatéraux et renforcer la collaboration en matière d'énergie, de sécurité et d'économie (Ghebouli, 2023). Dans ses remarques après avoir discuté avec le ministre algérien de l'énergie Mohamed Arkab lors du dialogue énergétique de haut

niveau UE-Algérie, Mme Simson a souligné la nécessité de développer davantage la collaboration entre l'Europe et l'Algérie, en particulier en matière de gaz, d'énergies renouvelables et d'industrie de l'hydrogène vert (Commission européenne, 2023). Ces réunions ont souligné l'intérêt de l'UE à développer ses liens avec l'Algérie.

FIGURE 3 : GAZODUCS ALGÉRIENS VERS L'UE³



L'Algérie occupe déjà la troisième place dans les exportations de gaz vers l'Europe. Contrairement aux deux principaux exportateurs de GNL vers l'Europe, les États-Unis et la Norvège, l'Algérie exporte du gaz naturel via ses gazoducs. Cela est avantageux à long terme car, comparativement, les coûts de production et de transport sont moins élevés. De nombreux accords bilatéraux ont été signés avec des entreprises européennes depuis le début de 2022. Ainsi, l'italien Eni, l'américain Occidental et le français Total ont signé avec Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale algérienne, un contrat de partage de production de 4 milliards de dollars (France 24, 2022). De même, Eni travaille avec Sonatrach pour mettre en place des installations offshore, forer de nouveaux puits, ouvrir des gisements inexploités et agrandir les installations d'extraction et de stockage (Eni, 2023).

Le gouvernement algérien a annoncé qu'il pourrait exporter d'ici 2024 environ 100 milliards de mètres cubes de gaz (Dalton et Sylvers, 2023). A son tour, l'Italie est prête à prendre les devants en matière de distribution, en accélérant récemment la construction d'un nouveau gazoduc pouvant approvisionner le nord de l'Europe. La France et le Portugal reçoivent le gaz algérien par l'intermédiaire de l'Espagne. Lors de sa visite de trois jours à Alger, M. Macron a annoncé une « nouvelle ère » dans les relations entre la France et l'Algérie, jetant les bases d'un partenariat renouvelable axé sur de futurs projets et collaborations (Aljazeera, 2022). L'Allemagne et les Pays-Bas ont également annoncé leur intention d'importer du gaz algérien à partir de 2024 (Lošić, 2023). Même des géants américains comme Exxon Mobil et Chevron tentent de conclure de nouveaux accords avec Alger pour produire du gaz dans le pays pour la première fois (Slimani, 2023).

³ Source : élaboration libre.

Par conséquent, bien qu'insuffisante pour remplacer entièrement la Russie, l'Algérie peut faire partie de la stratégie de sécurité énergétique à long terme de l'UE. Néanmoins, elle est confrontée à de nombreux défis susceptibles d'entraver ce processus. Tout d'abord, la consommation nationale d'énergie, qui est couverte par du pétrole et du gaz fortement subventionnés, est en augmentation. Elle devrait continuer à augmenter en raison de la population très jeune, ce qui risque, dans le long terme, de compromettre la capacité d'exportation du pays (Ouki, 2019). Jusqu'à présent, l'Algérie consomme moins de la moitié de ce qu'elle produit en matière de gaz, mais il est fort probable que cela ne demeure pas comme tel. Pour traiter cette question, il faut améliorer le mix énergétique du pays et l'efficacité de la production, du stockage et de la consommation. Cela implique l'accès à des technologies et à des investissements modernes, ainsi qu'une modification progressive des règles de subvention de la distribution intérieure.

Deuxièmement, l'Algérie a du mal à attirer les investissements privés internationaux et locaux pour améliorer son secteur de l'énergie et développer son propre marché intérieur. Depuis la chute des prix du pétrole en 2014, le pays est confronté à une inflation croissante, à un taux de chômage élevé et à une monnaie faible. À cela viennent s'ajouter une infrastructure bancaire précaire, une bureaucratie lente et des scandales de corruption de plus en plus nombreux. Le mécontentement a atteint son paroxysme lors des manifestations de 2019 qui ont contraint le président Bouteflika à ne pas briguer un cinquième mandat. La pandémie de COVID-19 a encore accru le sentiment de calamité économique et le mécontentement croissant. Avec les arrestations qui se poursuivent et le sentiment de malaise politique toujours ambiant, les investisseurs privés, nationaux ou étrangers, sont très conscients des risques qu'ils encourent.

Néanmoins, le président Abdelmadjid Tebboune a essayé de changer ce contexte. On le voit tenter de bousculer les choses, de modifier les rôles ministériels et de promouvoir des réformes pour susciter des investissements. Il affirme qu'il est essentiel de promouvoir la diversification sectorielle afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures. Il a donc réduit les dépenses publiques, mis en place des politiques de lutte contre le chômage des jeunes et a lentement encouragé l'ouverture économique (Reuters Staff, 2020). Cependant, il est indéniable que Tebboune,

principalement associé au pouvoir, a eu du mal à obtenir une légitimité populaire et à traduire son discours en pratique.

Pour lui, la diversification par rapport au pétrole est une question de sécurité énergétique et de croissance économique. La baisse des niveaux de production dans les secteurs du pétrole et du gaz est alarmante. Les spécialistes interrogés ont affirmé qu'au rythme d'exploitation actuel, les réserves de pétrole s'épuiseront dans les dix à quinze prochaines années. En ce qui concerne le gaz, les nouvelles découvertes et l'existence de réserves massives de gaz de schiste garantissent une plus grande longévité au secteur, mais cela exige davantage d'investissements, car de nombreuses infrastructures deviennent obsolètes et inefficaces, tandis que le système de distribution est surchargé.

L'Algérie dispose d'un excellent potentiel pour les énergies renouvelables, principalement l'énergie solaire, en raison de l'extraordinaire exposition au rayonnement de ses hauts plateaux dans le désert. Le développement de ce secteur pourrait transformer le pays en un pôle d'investissement important et en un producteur, consommateur et exportateur d'énergie verte en Afrique du Nord (Hasni et al., 2021). Traditionnellement, l'engagement en faveur de l'Accord de Paris et du développement durable fait partie du discours algérien depuis plus d'une décennie, sans grande efficacité. Cependant, certains signaux encourageants émanant des élites politiques d'Alger sont en train d'émerger. Tebboune a encouragé le débat sur les énergies renouvelables, en particulier en coopération avec les pays de l'UE et les organisations internationales comme la GIZ allemande (Agence allemande pour le développement international).

A titre d'exemple, le programme énergétique national a fixé un objectif de 15 000 mégawatts (MW) de capacité renouvelable installée pour fournir environ 30 pour cent de la consommation d'électricité d'ici à 2035. Cet objectif vise à étendre l'infrastructure photovoltaïque et éolienne et à améliorer les investissements dans l'optimisation, la consommation et la production. L'énergie propre, la production de connaissances et les énergies renouvelables ont été les thèmes du partenariat entre les agences nationales de recherche, de technologie et de développement, comme le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), l'Agence de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) et le

Cluster des énergies vertes. Ces agences ont à leur tour promu des événements, des conférences et des appels afin de susciter l'intérêt pour la coopération internationale.

Pourtant, malgré quelques améliorations telles que le développement de centrales électriques hybrides, de centres de recherche et de petits services qui alimentent les installations, l'investissement dans les énergies renouvelables est loin de son potentiel en Algérie, et une véritable transition nécessitera des capitaux étrangers. La coopération internationale est également essentielle pour apprendre les mécanismes de l'industrie, former la main-d'œuvre et, surtout, accéder à la technologie nécessaire pour permettre la production et la création d'un marché national pour ces énergies renouvelables.

Ainsi, la poursuite de la coopération entre l'Europe et l'Algérie a beaucoup de potentiel pour répondre aux besoins des deux parties. S'engager dans les efforts de transition énergétique, revient à répondre simultanément aux menaces et aux nouvelles opportunités qui s'offrent à l'Algérie et à l'Europe. Par conséquent, l'Algérie et l'Europe devraient modifier la nature de leur coopération pour passer d'un niveau superficiel de fournisseur-acheteur à un partenariat plus large en matière de sécurité énergétique. Cet agenda conduit les décideurs européens à donner la priorité à l'investissement et au transfert de connaissances vers les secteurs productifs en Algérie et à promouvoir l'expansion du marché intérieur. De cette manière, la hausse des prix internationaux pourrait servir de moteur de développement socio-économique pour les Algériens.

De son côté, le gouvernement algérien doit proposer des réformes qui stimulent les petites et moyennes entreprises, en réglementant l'investissement local et en facilitant les partenariats avec les entreprises étrangères intéressées (Ghebouli, 2023). Les obstacles à l'investissement souvent pointés du doigt sont le système bancaire, le manque de sécurité juridique et le marché des changes. Le système bancaire n'est pratiquement pas numérisé, ce qui entrave les transactions en ligne et l'utilisation de cartes de crédit internationales. La lenteur de la bureaucratie, la rigueur de l'environnement des affaires, le manque de clarté et l'ingérence politique s'ajoutent à cette équation. Par conséquent, une réforme institutionnelle fondamentale de la part des décideurs algériens sera nécessaire pour convaincre les parties de placer leur argent dans des secteurs non rentiers, en particulier les énergies

renouvelables. Bien que l'Algérie ait adopté une nouvelle loi sur l'investissement en 2022 dans le but d'attirer davantage les capitaux étrangers, les spécialistes sont sceptiques quant à la capacité du gouvernement à traduire le discours en politiques.

En tout état de cause, l'Europe devrait tenir compte des signaux envoyés par l'Algérie en matière de coopération énergétique. Elle peut encourager les projets visant à réduire le torchage et les fuites de gaz, permettre l'accès à des technologies coûteuses, promouvoir des contrats à plus long terme qui donnent plus de garanties aux vendeurs, et soutenir des politiques efficaces de modification des comportements de consommation, de taxation du carbone et de subventionnement des énergies renouvelables. Par exemple, le gouvernement a annoncé une nouvelle procédure d'appel d'offres pour l'énergie solaire en 2022 qui vise les investisseurs européens, en réduisant la participation obligatoire de la société nationale d'énergie renouvelable, SHAEMS, de 51 à 25 pour cent. La nouvelle procédure d'appel d'offres a été organisée en partenariat étroit avec la GIZ. Le gouvernement algérien a également annoncé qu'il envisageait d'exporter de l'hydrogène vers l'Europe dans les années à venir. Un accord pour la construction de la première usine d'hydrogène vert a été signé entre Sonatrach et l'Allemagne en décembre 2022 (Bongarrà, 2022). D'autres entreprises comme Total et Eni ont également signé des projets sur l'hydrogène bleu et le dessalement (Algérie Presse Service, 2022). La coopération en matière de technologie, de production, de stockage et de transport semble cruciale pour que tout projet d'énergie renouvelable à l'échelle nationale puisse aller de l'avant.

L'UE dispose des fonds nécessaires pour soutenir et cofinancer des projets d'énergies renouvelables en Algérie. Les conversations, les forums, les contrats et les engagements ont certes augmenté depuis 2022, mais ils manquent encore d'une coordination plus profonde et risquent d'être éphémères. Ainsi, l'Algérie doit définir des priorités plus claires concernant ses secteurs stratégiques, organiser des incitations pour les investisseurs nationaux et internationaux et apprendre à jouer le rôle de médiateur dans les négociations entre les différents acteurs. De son côté, l'Europe devrait se présenter comme un acteur clé de la transition énergétique algérienne, non pas comme un acheteur potentiel, mais comme un partenaire stratégique qui associe le développement socio-économique local et la création d'emplois à des projets d'énergie verte.

Supposons que cette fenêtre d'opportunité ne soit pas saisie comme telle. Dans ce cas, la crise ukrainienne risque de retarder les projets d'énergies renouvelables déjà mis en place. Avec l'augmentation du prix du gaz, le sentiment d'urgence de la transition énergétique est réduit. Ce fait peut garantir que l'Algérie reste figée dans son modèle extractiviste. Cela va déjà dans le sens des décideurs plus conservateurs qui se méfient d'une transformation plus structurelle loin de l'industrie fossile et du lobby des énergies fossiles.

De plus, la transition énergétique peut étendre les frontières extractivistes de l'Algérie au lieu de promouvoir la diversification des rentes. L'Algérie est riche non seulement en pétrole et en gaz, mais aussi en d'autres ressources nécessaires à la décarbonisation, telles que le cobalt, le zinc, le nickel et le lithium. Elle dispose d'importantes sources inexploitées de gaz de schiste qui, si elles sont explorées, peuvent entraîner la contamination de l'eau potable. Même les initiatives liées à l'énergie solaire et à l'hydrogène, qui consomment beaucoup d'eau, peuvent affecter les moyens de subsistance des populations locales, provoquer des crises environnementales et alimenter la contestation sociale. Tous ces éléments peuvent contribuer à renforcer les politiques non démocratiques, en réduisant encore davantage la responsabilité de l'élite dirigeante.

Un dernier point doit être fait sur la politique internationale et sur la façon dont un changement profond dans la relation UE-Algérie peut être bénéfique pour les deux parties. M. Tebboune s'est engagé à ramener l'Algérie au centre de la politique régionale, en revitalisant son image. L'invasion ukrainienne a eu pour effet d'attirer l'attention sur l'Algérie en tant qu'acteur indispensable dans la région (Gbadamosi, 2023). Les deux dernières années ont été marquées par des tensions en Afrique et au Moyen-Orient, avec des batailles politiques, des manifestations de grande ampleur, des coups d'État militaires et des catastrophes environnementales qui ont frappé des pays comme la Tunisie, la Libye, le Mali, le Gabon et le Niger. Dans ce contexte, l'Algérie renforce sa pertinence par procuration, car elle dispose de la force politique nécessaire pour contrer l'instabilité et arbitrer les

conflits dans les régions. La Méditerranée étant cruciale pour la stratégie internationale de l'UE, il serait judicieux de resserrer les liens avec l'Algérie.

Par ailleurs, l'Algérie a donné des signaux indiquant qu'elle souhaitait élargir ses partenariats militaires, ce que l'UE devrait faire pour contrebalancer la prédominance de la Russie dans ce domaine. Bien qu'il ne faille pas s'attendre à ce qu'Alger abandonne son alliance avec Moscou, elle a signé une feuille de route de coopération conjointe pour renforcer la coopération militaire et sécuritaire avec la France (Algérie Presse Service, 2023). En outre, des pourparlers ont eu lieu avec le Royaume-Uni et l'Italie en vue d'accroître les ventes d'armes et les partenariats stratégiques (Crésus, 2023). Il est intéressant de noter que l'Algérie s'est portée candidate à l'adhésion aux BRICS au cours de cette période d'équilibre. Néanmoins, Alger ne figurait pas parmi les six nouveaux membres annoncés en août 2023.⁴

Par conséquent, toute politique européenne en matière de sécurité dans la région méditerranéenne et en Afrique du Nord doit tenir compte de l'importance croissante de l'Algérie. Toutefois, cela doit se faire sur un pied d'égalité, en comprenant que de nombreux points de friction et intérêts divergents doivent être prudemment négociés. L'Algérie ne souhaite pas être traitée comme un partenaire secondaire ou mineur, que ce soit en termes de sécurité énergétique ou de politique régionale. Un exemple de cela est sa position anti-interventionniste forte dans le cas du coup d'État au Niger, qui a fait face à la pression européenne sur la CEDEAO. De même, on peut souligner la détermination d'Alger à fermer le gazoduc Maghreb-Europe en raison des politiques de l'Espagne à l'égard du Maroc et à annuler les première et deuxième négociations DESERTEC avec l'Allemagne en raison de divergences politiques.

En bref, la crise ukrainienne a ouvert un espace de coopération gagnant-gagnant entre l'Europe et l'Algérie. La question reste de savoir si la fenêtre d'opportunité restera ouverte et sera exploitée d'une manière beaucoup plus globale et visionnaire ou si elle finira par se refermer sans changement fondamental dans les liens entre l'UE et l'Algérie.

⁴ Les nouveaux membres des BRICS sont l'Argentine, l'Arabie saoudite, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Égypte.

Venezuela : c'est de la politique, idiot !

Comme l'Algérie, le Venezuela est également un candidat alternatif possible pour les exportations russes. Contrairement à l'Algérie, le secteur pétrolier vénézuélien est l'un des plus anciens au monde, puisqu'il date de 1914. Pendant des décennies, les entreprises américaines ont avancé l'expertise technique pour raffiner les bruts extra-lourds de la très rentable ceinture de l'Orénoque (Tinker Salas, 2009). Cela a fini par créer un lien unique entre la compagnie nationale de production PDVSA et des sociétés comme Exxon, Chevron et ConocoPhillips.

L'élection du président de gauche Hugo Chávez en 1998 a commencé à bouleverser le secteur, car il estimait que PDVSA ne servait pas les intérêts de la plupart des Vénézuéliens. Il a appelé à un contrôle plus solide de l'État au sein de l'entreprise afin de mieux distribuer les rentes pétrolières à la société, de faire progresser les programmes sociaux pour les démunis et de réduire les inégalités. Ce mouvement d'utilisation des rentes de l'extractivisme pour fournir un bien-être à la société est désormais connu sous le nom de « néoextractivisme » en Amérique latine et est étroitement lié à la montée des gouvernements de la nouvelle gauche dans la région (Warnecke-Berger et al., 2023).

Tout au long de la première décennie du chavisme, en particulier après la grève nationale de 2002 et la tentative de coup d'État de 2003, de nombreux employés de PDVSA ont été licenciés, les contrats avec les transnationales ont été revus et plusieurs entreprises ont été expropriées. En conséquence, des batailles juridiques ont éclaté, les investissements ont diminué, les actifs ont été gelés, les transnationales ont réduit leurs opérations, les scandales de corruption et de mauvaise gestion se sont amplifiés et la production générale de pétrole a diminué (Monaldi et al., 2020). Déjà aux prises avec les problèmes institutionnels de PDVSA, les Vénézuéliens ont vu leurs revenus chuter avec la chute des prix internationaux du pétrole en 2014. Cette chute est survenue moins d'un an après la mort de Chávez, ce qui a plongé le pays dans un conflit politique entre son successeur, Nicolás Maduro, et l'opposition, laquelle remettait en cause la légitimité de ce dernier. L'instabilité économique et politique a entraîné une hyperinflation, des crises de pénurie, des sanctions internationales, une oppression politique et des flux

migratoires. Lors de l'élection de Maduro en 2018, le pays était plongé dans une calamité politique, sociale, humanitaire et économique.

La plupart des acteurs occidentaux, y compris l'Union européenne, ont jugé illégitime le règne de Maduro, condamné ses abus de pouvoir et intensifié les sanctions contre le régime. En janvier 2019, ils ont reconnu l'autoproclamation du parlementaire Juan Guaidó comme président par intérim. La même année, le président américain Donald Trump a imposé un embargo économique, bloquant les actifs et interdisant toute sorte de transactions avec le Venezuela. Cela signifiait qu'aucun pays ou entreprise ne pouvait négocier avec PDVSA sans courir le risque d'être sanctionné par les États-Unis. Ainsi, l'industrie pétrolière vénézuélienne, déjà en débauche avant les sanctions, a reçu un coup fatal. Autrefois l'un des plus grands producteurs mondiaux, avec environ 3,2 millions de barils par jour dans les années 1990, l'entreprise aurait produit environ 673 barils par jour en 2022 (OPEC, 2023).

Il est intéressant de noter que la Russie a été l'un des grands gagnants de la crise vénézuélienne. Alors que Trump a déclaré que les États-Unis étaient un pays indépendant sur le plan énergétique, ils n'ont pas cessé d'importer du pétrole – en particulier sous sa forme brute et non finie – pour répondre à la demande intérieure. Après l'embargo de 2019, les raffineries américaines ont commencé à remplacer le brut vénézuélien par du brut lourd similaire provenant de l'Oural russe. Alors que les États-Unis importaient en moyenne 375 000 barils par jour de Russie en 2018, ce chiffre est passé à 520 en 2019 et à 672 en 2021 (EIA, 2022). Simultanément, les Russes ont renforcé leur implication sur les marchés vénézuéliens, devenant rapidement un partenaire économique et militaire de premier plan. Pour faciliter le contournement des sanctions américaines, PDVSA a transféré son siège de Lisbonne à Moscou et a poursuivi ses activités, exportant du pétrole à des prix inférieurs avec l'aide de la Chine, de l'Iran et de la Turquie (Bull et Rosales, 2020). En outre, de nombreux oligarques russes ont joué le rôle d'intermédiaires pour échapper aux sanctions et aux opérations de blanchiment d'argent (Cano et Goodman, 2023).

Ironiquement, maintenant que la Russie est encore plus sanctionnée que le Venezuela, certains consultants pétroliers, universitaires et hommes politiques considèrent Caracas comme une solution de remplacement. Lors d'une réunion du G7 en juin 2022, le président français Emmanuel Macron, évoquant la nécessité de diversifier les approvisionnements de l'UE, a déclaré que le pétrole vénézuélien pourrait « être remis sur le marché » (Irish, 2022). Nombreux sont ceux – en particulier les multinationales pétrolières – qui se réjouissent de la possibilité d'une levée des sanctions (Kassai, 2023). Cette anticipation n'est pas le fruit du hasard. En mars 2022, une ligne de communication entre Maduro et l'administration Biden a été ouverte – la première depuis que Trump a rompu les relations en 2019. En juin, une délégation américaine est arrivée à Caracas pour discuter de la libération de prisonniers et d'autres sujets (Zerpa et al., 2023). Après la réunion, Maduro a annoncé qu'il était ouvert à de nouveaux pourparlers, tandis que Biden a accordé à Chevron une licence spéciale pour reprendre ses activités au Venezuela sans sanctions secondaires (Eaton et Restuccia, 2022). Il a également autorisé l'Espagnol Shell et l'Italien Eni à expédier du brut vénézuélien pour le raffiner en Europe dans le cadre d'un programme « pétrole contre dette », ce qui signifie qu'aucune somme d'argent ne sera directement versée à PDVSA ou au gouvernement vénézuélien. Les deux sociétés négocient actuellement avec Washington pour améliorer l'accord de fourniture de carburants à PDVSA (Parraga, 2023).

Bien que Maduro se soit rangé du côté de Poutine, qu'il ait condamné l'action de l'OTAN contre la Russie et qu'il ait qualifié les sanctions de « provocation contre une superpuissance » (Watson, 2022), l'Occident ne semble pas désireux de faire pression sur le Venezuela pour qu'il change d'avis. Lors du sommet des Nations unies sur le climat COP24 qui s'est tenu en octobre en Égypte, Maduro a semblé se joindre pour la première fois à d'autres dirigeants occidentaux, posant pour des photos aux côtés de la commissaire européenne von der Leyen et serrant la main de Macron (Cano, 2022).

En effet, la crise européenne pourrait être ce qui manquait à Maduro pour obtenir la reconnaissance mondiale tant désirée. L'économie s'est légèrement redressée depuis l'augmentation du prix du pétrole en 2022. Même s'il est difficile de trouver des données crédibles sur PDVSA, il est raisonnable de supposer que la production a augmenté d'environ 20 à 30 pour cent au cours du dernier trimestre de 2022 (Phillips, 2023). Inversement, la politique de pression maximale de

Trump n'a pas forcé Maduro à quitter le pouvoir. Au contraire, elle a fonctionné à bien des égards comme un dispositif narratif pour renforcer le discours anti-impérialiste chaviste.

La stabilisation sans rupture semble être la direction que prennent les choses. Les pays voisins paient le prix des flux migratoires et de la violence à leurs frontières, les Vénézuéliens peinent à joindre les deux bouts alors qu'une nouvelle élite politique fortunée est en place, les multinationales sont avides de réserves énergétiques inexploitées et l'opposition revient à la table des négociations. L'extrême droite qui a émergé en Amérique latine au cours des années 2010 semble s'estomper, tandis que les nouveaux gouvernements de gauche au Brésil, au Chili et en Colombie sont plus enclins à accommoder Maduro. La levée des sanctions américaines et le retour du Venezuela sur le marché mondial de l'énergie témoigneraient d'une acceptation internationale du pouvoir de Maduro. Toutefois, cela obligerait la plupart des pays occidentaux à revenir sur leur décision de qualifier Maduro de dirigeant autocratique qui doit quitter le pouvoir.

Par conséquent, l'invasion de l'Ukraine pourrait également être considérée comme une fenêtre d'opportunité, mais le diable se cache dans les détails. Jusqu'à présent, Washington a posé des élections libres comme condition à la levée des sanctions, ce qui ne peut se faire que par un accord commun entre les chavistes et l'opposition. La prochaine élection présidentielle vénézuélienne est prévue pour 2024. Bien que Maduro affirme vouloir s'asseoir à la table des négociations avec l'opposition, il est peu probable qu'il prenne des mesures susceptibles de compromettre sa réélection. Le dialogue de négociation sur le Mexique de 2021 a repris en novembre 2022, et le gouvernement et l'opposition ont signé un accord partiel pour détourner l'argent vénézuélien gelé vers un fonds humanitaire de l'ONU. Toutefois, la mise en œuvre de cet accord a été suspendue jusqu'à présent (Ramsey et Peters, 2023).

D'autres réunions semblent avoir abouti à une déception similaire, le discours ne débouchant pas sur la pratique, les parties prenantes se montrant réticentes. Depuis le début de la crise énergétique, les choses bougent à Washington concernant le Venezuela, mais tout allègement des sanctions est conditionné à des « actions concrètes pour restaurer la démocratie » (Parraga et al., 2023). De manière contre-intuitive, le 1er juillet 2023, le gouvernement a interdit à une dirigeante de l'opposition de droite, Maria Corina Machado,

d'exercer un mandat électif, ce qui a été vivement critiqué par les Européens et les Américains. Au lieu de répondre aux critiques, Maduro a doublé la mise et a annoncé qu'il n'autoriserait aucune équipe d'observation de l'UE à participer aux élections.

Face à la montée des tensions au Moyen-Orient en raison de l'intensification du conflit entre Israël et Hamas en octobre 2023, une nouvelle vague d'appels à mettre fin à l'isolement du Venezuela a vu le jour (Blume et Koch, 2023). L'Amérique latine, malgré ses nombreuses tensions sociales et politiques, est considérée comme une région beaucoup plus stable. Dans ce contexte, l'administration Biden a annoncé le 19 octobre la levée temporaire d'un large éventail de sanctions sur le pétrole et le gaz (Vyas et Garip, 2023). Néanmoins, cet allègement est conditionné à la possibilité pour l'opposition de se présenter librement en 2024. Or, la même semaine, Corina Machado, qui refuse de négocier avec le régime et qui est un élément essentiel de l'allègement des sanctions, a remporté les primaires de l'opposition, renforçant ainsi son discours incendiaire et mettant en péril l'accord (Stott, 2023). Ainsi, dans le cadre de ce scénario politique tronqué, imaginer le Venezuela comme un nouveau fournisseur d'énergie pour l'UE est loin d'être réaliste - du moins à l'heure actuelle.

Néanmoins, même si la situation politique s'est soudainement arrangée, il y a aussi la question de la production de pétrole. Comme nous l'avons mentionné, la crise de PDVSA a commencé avant les sanctions. L'industrie pétrolière vénézuélienne est aujourd'hui très dégradée, certains gisements et infrastructures produisant à leur capacité la plus faible ou étant même abandonnés (Monaldi et al., 2020). La récupération de ce secteur dépendra des investissements étrangers massifs dans les machines, les infrastructures, la technologie, le transport et la formation. Ces investissements sont non seulement coûteux, mais aussi risqués pour les investisseurs internationaux. La réputation de PDVSA a été gravement atteinte en raison d'une mauvaise gestion, d'un environnement commercial en déclin et de retards dans le paiement des contrats. Plus important encore, la menace de nouvelles sanctions et de blocages restera élevée pour les investissements à long terme – en particulier si les Républicains remportent les élections de 2024 aux États-Unis.

De même, il y a la situation du brut lourd, qui exigerait que de nombreuses entreprises de l'UE adaptent leur

technologie pour le raffiner. Il est essentiel d'ajouter que ce type de brut est également très polluant, ce qui le rend moins intéressant pour les entreprises qui essaient de promouvoir une image plus verte. En ce sens, le Venezuela ne semble pas avoir l'attrait compétitif nécessaire pour des investissements massifs dans le secteur de l'énergie – surtout quand tant d'autres bassins pétroliers dans les pays voisins comme le Brésil et la Guyane sont découverts et toujours ouverts aux affaires.

La situation est similaire pour les gisements de gaz. Alors que les entreprises internationales pourraient opérer dans ce secteur si les sanctions n'étaient pas un problème (contrairement au pétrole, qui est un monopole de PDVSA), l'investissement nécessaire pour commencer à exporter cette ressource est massif (Ratner et Seekle, 2023). Le Venezuela n'exporte pas de gaz et manque donc d'infrastructures, de nombreux gisements de gaz étant actuellement inexploités en raison du manque d'investissements, de personnel qualifié et de maintenance (Widdershoven, 2023). Le pays est également confronté à une pollution extrême due au torchage du gaz dans ses champs pétroliers et manque de technologies de capture et de stockage (Ratner et Seekle, 2023).

Quoi qu'il en soit, le potentiel gazier inexploité est là, et les sociétés espagnoles Repsol et Eni ont déjà conclu un accord avec Maduro pour commencer à exploiter les gisements de gaz - mais elles attendent actuellement l'autorisation des États-Unis (Zerpa, 2023). Washington a déjà autorisé Trinité-et-Tobago à entamer des négociations en vue d'un accord d'exportation de gaz naturel offshore qui permettrait d'exporter vers les Caraïbes et au-delà (Spetalnick et al., 2023). Dans le même ordre d'idées, la Colombie a publié une déclaration commune acceptant de rouvrir le gazoduc Antonio Ricaurte qui relie les deux pays après des années d'absence de relations diplomatiques (Youkee, 2023). Toutefois, pour que ces projets et d'autres progressent réellement, il faut d'abord résoudre les questions politiques.

Par conséquent, bien que la crise ukrainienne soit une occasion favorable, elle ne présente pas un scénario gagnant-gagnant immédiat pour les pays de l'UE et le Venezuela. La politique précède toute négociation énergétique réelle. Cela s'explique par le fait que la question du recul démocratique au Venezuela a fait l'objet d'une sécurisation au sein de la politique des États-Unis et de l'UE. La sécurisation consiste à amener

une question de politique étrangère à un niveau « spécial » de la politique, en la transformant en une discussion nationale plus large sur les menaces et la sécurité (Balzacq et al., 2016). Ce processus permet à la politique étrangère de devenir un débat politique national passionné.

De nombreux dirigeants occidentaux, se rangeant du côté de l'opposition, ont supposé que l'objectif du chavisme était de briser les institutions démocratiques, faisant de l'idéologie une menace pour la stabilité internationale générale. Cette idée a été présentée avec succès aux opinions publiques nationales qui ont soutenu les sanctions. Ainsi, aujourd'hui, les politiques qui imposent ou réduisent les sanctions sont examinées en fonction de l'opinion publique et de la perception de Maduro comme étant plus ou moins démocratiques. Dans la pratique, le débat sur les relations avec le Venezuela influence le discours national dans les pays qui ont sécurisé le sujet et, par conséquent, leurs circonscriptions électorales. Ainsi, un changement de politique étrangère nécessite un débat national, de nombreuses négociations et des risques accrus - il ne peut pas se transformer immédiatement lorsqu'une bonne occasion se présente.

Depuis le début des sanctions, mais surtout après 2019, les États-Unis ont sécurisé la question démocratique au Venezuela. Cela signifie que plusieurs acteurs politiques et parties prenantes aux États-Unis - ainsi que dans l'UE - n'acceptent pas une discussion sur la réduction des sanctions au profit de l'amélioration des marchés de l'énergie sans d'abord délibérer sur les conditions politiques à l'intérieur du Venezuela. Pour beaucoup, négocier avec Maduro au lieu de le forcer à quitter le pouvoir est perçu comme allant à l'encontre des politiques précédemment adoptées.

En outre, l'UE n'a pas de position prépondérante dans ce domaine. Après avoir souscrit à la pression maximale exercée par les États-Unis de manière houleuse - certains membres l'ont fait complètement, d'autres partiellement - l'UE semble avoir perdu sa crédibilité, n'ayant que très peu d'influence, en particulier parmi les

Chavistas. Inversement, les entreprises transnationales, même celles de l'UE, restent en attente de l'autorisation américaine, car elles ne risquent pas d'être sanctionnées. Ainsi, tant que la politique vénézuélienne ne sera pas un « problème international », les choses n'évolueront pas rapidement. Les concessions américaines resteront des mesures ponctuelles et conditionnées à ce qu'ils perçoivent comme démocratique, et ne représenteront pas une transformation politique de grande ampleur. L'inversion de la titrisation est assez complexe et prend du temps (Balzacq et al., 2016). Ainsi, avec de nombreuses tensions politiques à résoudre, le Venezuela n'est pas le candidat le plus sûr pour remplacer la Russie aux yeux des pays européens.

Enfin, le scénario à long terme concernant la transition énergétique n'est pas encore très pertinent pour les relations entre l'UE et le Venezuela. Pour l'instant, il y a très peu de possibilités de rendre le Venezuela attrayant pour le marché de l'énergie verte de l'UE. Il y a un manque de complémentarité au sein des industries ; la distance est un facteur et, en particulier dans le contexte de la concurrence croissante entre la Chine et les États-Unis en Amérique latine, l'UE a un rôle secondaire à jouer dans ce pays. En outre, contrairement à l'Algérie, les élites politiques vénézuéliennes ne considèrent pas encore la décarbonisation comme une urgence, car la consommation d'énergie du pays ne dépend pas, pour l'essentiel, des combustibles fossiles. En fin de compte, les visions de l'écosocialisme du chavisme ne rapprochent pas le pays de l'approche du Green Deal de l'UE.

Néanmoins, il est fortement recommandé à l'UE de prendre ses distances par rapport à la politique de pression maximale des États-Unis, qui s'est soldée par un échec. De même, tenter de créer un bloc cohérent, constructif et soutenant les initiatives régionales, telles que la CELAC et les pourparlers mexicains, peut constituer un pas en avant. Mais la route est encore longue et semée d'embûches pour réinsérer le Venezuela sur les marchés mondiaux.

Conclusion

Cette *Extractivism Policy Brief* a examiné la possibilité et la manière dont l'Europe pourrait tirer parti de la guerre en Ukraine pour modifier la nature de ses relations avec

l'Algérie et le Venezuela. Elle a montré comment la position géographique, les contextes politiques, les infrastructures antérieures et les intérêts nationaux

partagés sont essentiels pour envisager qui peut remplacer la Russie. Bien qu'elle soit parvenue l'année dernière à satisfaire la demande grâce aux importations de GNL, le problème reste entier et aucune solution définitive n'a été trouvée. Parallèlement, la crise a accéléré le débat en Europe sur la transition énergétique et la promotion des énergies renouvelables pour atténuer le changement climatique.

L'une des leçons à tirer de la crise ukrainienne est que les politiques relatives à la sécurité énergétique doivent tenir compte non seulement des besoins nationaux en matière de transition, mais aussi des changements géopolitiques. Cette complexité devrait se refléter dans le processus de prise de décision en matière de politique étrangère. Cela permettrait à l'UE de combiner ses besoins à court terme en matière d'approvisionnement énergétique et ses objectifs à long terme en matière de transition énergétique.

Cette *Extractivism Policy Brief* a montré que, si les gouvernements de Caracas et d'Alger ont tous deux manifesté leur intérêt pour se présenter comme des alternatives à Moscou, seul Alger a présenté un scénario gagnant-gagnant intéressant. Les membres de l'UE et l'Algérie peuvent prendre l'initiative de faire évoluer leurs relations de manière significative. Cela exigerait des Européens qu'ils perçoivent l'Algérie non seulement comme un substitut aux approvisionnements russes, mais aussi – et peut-être surtout – comme un partenaire en matière de sécurité énergétique.

Tout d'abord, l'Algérie occupe une position stratégique en Méditerranée et dispose d'une connexion établie avec un oléoduc, ce qui facilite les coûts de transport. Deuxièmement, elle dispose de l'infrastructure nécessaire pour relancer la production, et Sonatrach – et sa filiale Sonelgas – a la réputation d'être un partenaire fiable qui pourrait coopérer avec d'autres entreprises de l'UE. Troisièmement, elle considère les énergies renouvelables comme essentielles à sa propre sécurité énergétique, qui dépend fortement du gaz.

Le potentiel de partenariats en matière de sécurité énergétique existe donc, et différents acteurs nationaux et internationaux sont prêts à s'engager dans de telles entreprises. Il appartient aux gouvernements algérien et européen de fournir les garanties nécessaires pour que ces collaborations aillent de l'avant. La stimulation des projets algériens dans le domaine de l'énergie solaire et de l'hydrogène permettrait d'établir un lien entre les objectifs européens en matière d'approvisionnement à court terme et les besoins de transition à long terme.

Cela permettrait également de développer le secteur des énergies renouvelables en Algérie avec les flux de trésorerie nécessaires qui ne peuvent pas être atteints uniquement au niveau national en raison de la faible demande intérieure.

Toutefois, l'Algérie ne dispose pas aujourd'hui des capitaux ou des technologies nécessaires pour créer un marché national des énergies renouvelables, ni de la force politique pour influencer les comportements de consommation afin de permettre aux énergies renouvelables de concurrencer les combustibles fossiles. Elle doit donc attirer les investisseurs étrangers, la coopération internationale et les partenariats transnationaux pour diversifier son bouquet énergétique. Pour être durable et fructueux, un partenariat pour la sécurité énergétique axé sur la transition énergétique doit aider l'Algérie à réduire sa dépendance globale à l'égard des rentes extractivistes et encourager les acteurs nationaux à développer d'autres secteurs productifs, en répercutant la transformation sectorielle en amont et en aval.

En revanche, le cas vénézuélien est beaucoup plus restrictif en raison des facteurs politiques qui ont précédé le débat sur la sécurité énergétique. Depuis le début du chavisme, mais surtout avec Maduro, la lutte politique vénézuélienne a été sécurisée par les acteurs occidentaux. Les États-Unis ont conditionné l'accès aux ressources énergétiques vénézuéliennes à une évolution du contexte politique du pays. En amenant la démocratie vénézuélienne au niveau sécuritaire de la politique internationale, les pays qui ont critiqué le gouvernement de Maduro ne peuvent pas simplement s'engager dans de vastes négociations sans provoquer des discussions animées au sein de leurs propres circonscriptions politiques, ce qui génère souvent un risque politique élevé. Pour ces raisons, les mesures d'allègement des sanctions ont été jusqu'à présent ad hoc, spécifiques à chaque cas, peu médiatisées et conditionnées à la manière dont l'Occident perçoit les négociations entre l'opposition et les chavistes.

De plus, l'investissement nécessaire pour ramener le Venezuela sur le marché mondial du pétrole devrait être très élevé, et il dépendra sans aucun doute d'acteurs étrangers, car le pays ne dispose pas des capitaux et de la technologie nécessaires. Or, très peu d'acteurs peuvent envoyer ce montant de capitaux ou de technologies sans courir le risque d'être sanctionnés par les États-Unis. En outre, il y a la question du manque de main-d'œuvre qualifiée, compte tenu du nombre massif

de Vénézuéliens qui ont migré depuis 2019. Tragiquement, même si les sanctions étaient levées, la confiance ne se construit pas rapidement après qu'un sujet a été titrisé de cette manière. Les contrats seront pour la plupart à court terme et avec de nombreuses clauses spéciales en raison des inquiétudes des entreprises, ce qui serait mal perçu par les Vénézuéliens. En ce sens, imaginer le Venezuela surfer sur cette vague de crise et transformer fondamentalement son économie est un vœu pieux.

De même, investir dans le secteur énergétique vénézuélien est beaucoup moins intéressant pour les Européens et leurs objectifs de durabilité à long terme. Le pétrole vénézuélien est épais, coûteux à raffiner et très polluant. Peu d'entreprises européennes disposent de la technologie nécessaire pour raffiner ce pétrole à l'heure actuelle. En outre, bien que le potentiel de production de gaz existe, le pays ne dispose de pratiquement aucune infrastructure pour l'exporter. Développer cette industrie (et les installations de stockage et de transport) à partir de rien ne semble pas aller dans le sens des nombreux projets de développement durable qui sont présentés aujourd'hui. Bien que certaines initiatives entre des entreprises européennes et le Venezuela dans ce domaine soient en cours d'élaboration, il est peu probable que ce type de partenariat soit inscrit à l'ordre du jour de la politique étrangère d'un pays européen à l'heure actuelle.

Par conséquent, le scénario gagnant-gagnant présenté pour les relations entre l'UE et l'Algérie ne peut pas être détecté dans les relations entre l'UE et le Venezuela. Les accords énergétiques sont, pour l'instant, assez limités.

Ainsi, ils maintiendront très probablement un modèle de spécialisation inégale entre les parties sans provoquer de changement structurel au Venezuela pouvant contribuer à son développement socio-économique ou à sa reconfiguration politique. Le cas de l'accord « pétrole contre dette » entre Chevron et PDVSA est l'exemple même de cette affirmation, puisque l'accord ne permet même pas à l'argent de rester dans le pays.

Le type de transformation de la politique étrangère proposé ici dépend d'une combinaison complexe d'objectifs et d'intérêts des acteurs. La crise ukrainienne a donné à l'Algérie un levier politique vis-à-vis de l'Europe, lequel est renforcé par le scénario actuel de tensions politiques au Maghreb et au Sahel. La question de savoir si ce levier politique peut apporter un développement socio-économique réel et transformateur à l'Algérie en collaboration avec l'agenda européen de la transition verte reste à débattre.

En tout état de cause, les chances sont minces. Le côté sombre de la durabilité est qu'elle tend à créer encore moins d'opportunités pour les pays en développement d'échapper à leur piège extractiviste et de promouvoir une amélioration économique, une croissance et un bien-être inclusifs. L'absence d'évaluation critique du colonialisme vert dans la relation européenne avec l'Algérie – ainsi qu'avec d'autres pays du Sud – peut encore compliquer davantage les contextes sociaux, politiques et économiques pour les citoyens algériens, étendre les frontières de l'extractivisme et maintenir une position de périphérie politique et de sous-développement pour le pays.

Références

Algérie Presse Service. (2022). « Hydrocarbures: signature de plusieurs nouveaux contrats avec des étrangers d'ici la fin 2022. » 19 juillet 2022.

<https://www.aps.dz/economie/143013-hydrocarbures-signature-de-plusieurs-nouveaux-contrats-avec-des-etrangers-d-ici-la-fin-2022>

Algérie Presse Service. (2023). « Le Chef d'état-major de l'ANP reçu à Paris par le ministre des Armées françaises. » 24 janvier 2023. <https://www.aps.dz/algerie/150716-le-chef-d-etat-major-de-l-anp-recu-a-paris-par-le-ministre-des-armees-francaises>

Aljazeera. (2022). "France's Macron concludes Algeria visit with new pact." 27 août 2022.

<https://www.aljazeera.com/news/2022/8/27/frances-macron-concludes-algeria-visit-with-new-pact>

Balzacq, Thierry, Sarah Léonard et Jan Ruzicka. (2016). "'Securitization' revisited: Theory and cases."

International relations 30 (4): 494-531.

Blume, Jakob et Koch, Moritz. (2023). „Öldiplomatie: Furcht vor der Eskalation in Nahost führt Venezuela aus der Isolation.“ *Handelsblatt*, 17 octobre 2023.

<https://www.handelsblatt.com/finanzen/maerkte/devise-rohstoffe/rohstoffe-oeldiplomatie-furcht-vor-der->

- [eskalation-in-nahost-fuehrt-venezuela-aus-der-isolation/29449160.html](https://www.eskalation-in-nahost-fuehrt-venezuela-aus-der-isolation/29449160.html)
- Bongarrà, Francesco. (2022). "Algeria, Germany sign MoU to build 50MW hydrogen plan." *Arab News*, 22 décembre 2022. <https://arab.news/m67hj>
- Bull, Benedicte et Rosales, Antulio. (2020). "Into the shadows". *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 109: 107-133.
- Crésus. (2023). « Il sera produit par la joint-venture algéro-italienne: Le premier hélicoptère algérien prendra bientôt les airs. » 27 mai 2023. <https://www.cresus.dz/?p=70489>
- Dalton, Matthew et Sylvers, Eric. (2023). "The Unexpected New Winners in the Global Energy War." *The Wall Street Journal*, 19 septembre 2023. <https://www.wsj.com/world/europe/global-energy-europe-russia-africa-gas-ab98af2f>
- Eaton, Collin et Restuccia, Andrew. (2022). "Chevron Gets U.S. License to Pump Oil in Venezuela Again." *The Wall Street Journal*, 26 novembre 2022. <https://www.wsj.com/articles/chevron-gets-new-u-s-license-to-pump-oil-in-venezuela-again-11669487483>
- EC. (2023). "Joint press statement: EU – Algeria high-level energy dialogue." 5 octobre 2023. https://energy.ec.europa.eu/news/joint-press-statement-eu-algeria-high-level-energy-dialogue-2023-10-05_en
- EIA. (2022). "The United States imports more petroleum products than crude oil from Russia." 22 mars 2022. <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=51738#:~:text=In%2021%2C%20imports%20from%20Russia,share%20of%20petroleum%20product%20imports.>
- EIA. (2023). "Country Analysis Brief: Algeria." 2 mars 2023. https://www.eia.gov/international/content/analysis/countries_long/Algeria/algeria.pdf.
- EI. (2023). "Statistical Review of World Energy." https://www.energyinst.org/_data/assets/pdf_file/0004/105542/EI_Stat_Review_PDF_single_3.pdf
- ENI. (2023). "Eni and Sonatrach sign strategic agreements to accelerate emissions reduction and strengthen energy security." 23 janvier 2023. <https://www.eni.com/en-IT/media/press-release/2023/01/eni-sonatrach-sign-strategic-agreements-accelerate-emissions-reduction.html>
- Eurostat. (2023). "EU trade with Russia - latest developments." Novembre 2023. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=EU_trade_with_Russia_-_latest_developments&stable=0&redirect=no#Latest_developments
- France 24. (2022). "Eni, Total, Occidental sign \$4 bn Algeria oil contract." 19 juillet 2022. <https://www.france24.com/en/live-news/20220719-eni-total-occidental-sign-4-bn-algeria-oil-contract>.
- García Cano, Regina. (2022). "Venezuela's Maduro enters 2023 seeking global recognition." *Associated Press*, 15 décembre 2022. <https://apnews.com/article/venezuela-caribbean-macron-john-kerry-1af97d52a6d041f0ebbbfe45b28d1b26>
- García Cano, Regina et Goodman, Joshua. (2023). "Shadowy brokers walk off with billions in Venezuelan oil." *Associated Press*, 31 mars 2023. <https://apnews.com/article/venezuela-corruption-oil-maduro-e4bb5d055f16eae94c9bcec6c7a6dbf5>.
- Gbadamosi, Nosmot. (2023). "How Algeria Became Indispensable." *Foreign Policy*, 11 janvier 2023. <https://foreignpolicy.com/2023/01/11/algeria-energy-oil-brics-russia-china/>.
- Ghebouli, Zine Labidine. (2023). "Power couple: How Europe and Algeria can move beyond energy cooperation." *European Council on Foreign Relations*. <https://ecfr.eu/publication/power-couple-how-europe-and-algeria-can-move-beyond-energy-cooperation/>.
- Hamouchene, Hamza et Sandwell, Katie. (2023). *Dismantling Green Colonialism: energy and Climate Justice in Arab Region*. Londres: Pluto Press.
- Hasni, Tewfik, Malek, Redouane et Zouioueche, Nazim. (2021). "Algeria 100% Renewable Energy: Recommendations for a National Strategy of Energy Transition." *Friedrich-Eberts-Stiftung*, Janvier 2021.
- IEA. (2022). "How to Avoid Gas Shortages in the European Union in 2023." Décembre 2022. <https://www.iea.org/reports/how-to-avoid-gas-shortages-in-the-european-union-in-2023>
- Irish, John. (2022). "Powers need to study all oil options, including Iran, Venezuela – France." *Reuters*, June 27, 2022. <https://www.reuters.com/business/energy/france-wants-iran-venezuela-return-oil-markets-2022-06-27/>.
- Kardaś, Szymon. (2023). "Conscious uncoupling: Europeans' Russian gas challenge in 2023." *European Council on Foreign Relations*. <https://ecfr.eu/article/conscious-uncoupling-europeans-russian-gas-challenge-in-2023/>
- Kassai, Lucía. (2023). "Sanctions Lift Would Boost Venezuelan Oil Exports to the US." *Bloomberg*, 25 août 2023. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-08-25/sanctions-lift-would-boost-venezuelan-oil-exports-to-the-us?embedded-checkout=true#xj4y7vzkg>
- Lawson, Alex. (2023). "'Energy battle' between Europe and Russia not over, says global watchdog." *The Guardian*, 23 février 2023. <https://www.theguardian.com/business/2023/feb/23/energy-battle-europe-russia-international-energy-agency>
- Lošić, Goran. (2023). "The new German and Italian interests in Algeria." *Geopolitica.info*, 5 mai 2023. <https://www.geopolitica.info/new-german-italian-interests-algeria/>

- Monaldi, Francisco, Hernández, Igor et La Rosa, José. (2020). "The collapse of the Venezuelan oil industry: The Role of Above-Ground Risks Limiting FDI." Working Paper in The role of foreign direct investment in resource-rich regions, Rice University's Baker Institute for Public Policy, Février 2020.
- OPEC. (2023a). Annual Statistical Bulletin 2023. https://asb.opec.org/data/ASB_Data.php
- OPEC. (2023b). Monthly Oil Market Report. https://www.opec.org/opec_web/en/publications/338.htm.
- Ouchichi, Mourad. (2023). "The Socioeconomic Dynamics of Algeria's Hirak Protests: An Overlooked Factor." *Extractivism Policy Brief*, no. 9.
- Ouki, Mostefa. (2019). "Algerian Gas in Transition: Domestic transformation and changing gas export potential." OIES Papers NG 151, The Oxford Institute for Energy Studies, Octobre 2019.
- Parraga, Marianna, Sequera, Vivian et Gardner, Timothy. (2023). "Washington drafts proposal for Venezuela's oil sanction easing." *Reuters*, 24 août 2023. <https://www.reuters.com/world/americas/venezuela-could-receive-sanctions-relief-if-it-restores-democracy-white-house-2023-08-23/>
- Parraga, Marianna. (2023). "Exclusive: Eni, Repsol to upgrade oil-for-debt deal with Venezuela." *Reuters*, 29 août 2023. <https://www.reuters.com/business/energy/eni-repsol-upgrade-oil-for-debt-deal-with-venezuela-2023-08-29/>.
- Phillips, Matt. (2023). "Venezuelan oil is slowly starting to flow again." *Axios*, 14 janvier 2023. <https://www.axios.com/2023/06/14/us-crude-oil-prices-venezuela-production>
- Ramsey, Geoff et Peters, Ignacia Ulloa. (2023). "One last chance for negotiations in Venezuela." *El País*, 11 août 2023. <https://english.elpais.com/international/2023-08-11/one-last-chance-for-negotiations-in-venezuela.html>.
- Ratner, Michael et Seekle, Care Ribando. (2023). Venezuela's Natural Gas: Questions Endure. *Congressional Research Service*, 7 juillet 2023. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF12448/2>
- Reuters. (2020). "Algeria prepares new plan to revive economy, reduce dependence on oil." *Reuters*, 7 juillet 2020. <https://www.reuters.com/article/us-algeria-economy-idUSKBN24835C/>.
- Schilling, Janpeter, Hertig, Elke, Trambly, Yves et Scheffran, Jürgen. (2020). "Climate change vulnerability, water resources and social implications in North Africa." *Regional Environmental Change*, 20 (15): 1 -20.
- Slimani, Salah. (2023). "Algeria Hopes Energy Deal With Chevron Is Concluded This Year." *Bloomberg*, 7 février 2023. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-02-07/algeria-hopes-energy-deal-with-chevron-is-concluded-this-year?embedded-checkout=true#xj4y7vzkg>
- Spetalnick, Matt; Párraga, Marianna et Williams, Curtis. (2023). "Exclusive: U.S. issues license to Trinidad and Tobago to develop Venezuela offshore gas field." *Reuters*, 24 janvier 2023. <https://www.reuters.com/business/energy/us-grants-license-trinidad-tobago-develop-venezuela-offshore-gas-field-2023-01-24/>
- Stott, Michael. (2023). "Joe Biden's big Venezuela bet is already in trouble." *Financial Times*, 27 octobre 2023. <https://www.ft.com/content/5095cc57-de30-44cc-b32e-e48876c0794b>
- Tinker Salas, Miguel. (2009). *The enduring legacy. Oil, culture, and society in Venezuela*. Durham: Duke University Press.
- Vyas, Kejal et Garip, Patricia. (2023). "U.S. Lifts Broad Sanctions Against Venezuela for Six Months." *The Wall Street Journal*, 19 Octobre 2023. <https://www.wsj.com/world/americas/u-s-lifts-broad-sanctions-against-venezuela-for-six-months-ca8eeb49>.
- Warnecke-Berger, Hannes, Burchardt, Hans-Jürgen et Ouaisa, Rachid. (2022). "Natural Resources, Raw Materials and Extractivism: The Dark Side of Sustainability." *Extractivism Policy Brief*, no. 1
- Warnecke-Berger, Hannes, Burchardt, Hans-Jürgen et Dietz, Kristina. (2023). "The failure of (neo-)extractivism in Latin America – explanations and future challenges." *Third World Quarterly*: 1-19.
- Watson, Katy. (2022). "Rusia y Ucrania: ¿puede la invasión ayudar a descongelar las relaciones entre Estados Unidos y Venezuela?" *BBC News Mundo*, 14 mars 2022. <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-60731188>
- Widdershoven, Cyril. (2023). "A Proposal That Could Rejuvenate Venezuela's Ailing Oil and Gas Industry." *Oil Price*, 14 septembre 2023. <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/A-Proposal-That-Could-Rejuvenate-Venezuelas-Ailing-Oil-And-Gas-Industry.html>
- Youkee, Mat. (2023). "The Pipeline Reshaping Venezuela-Colombia Relations". *Foreign Policy*, 13 janvier 2023. <https://foreignpolicy.com/2023/01/13/venezuela-colombia-gas-deal-energy-economy-latin-america-maduro-petro/>
- Zeniewski, Peter, Molnar, Gergely et Hugues, Paul. (2023). "Europe's energy crisis: What factors drove the record fall in natural gas demand in 2022?" *International Energy Agency*, 14 mars 2023. <https://www.iea.org/commentaries/europe-s-energy-crisis-what-factors-drove-the-record-fall-in-natural-gas-demand-in-2022>
- Zerpa, Fabiola. (2023). "Venezuela Makes Long-Shot Bid to Revive Ruined Economy with Gas." *Bloomberg*, 15 juin 2023. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-06-15-venezuela-makes-long-shot-bid-to-revive-ruined-economy-with-gas>

[06-15/venezuela-pivots-to-natural-gas-for-export-in-bid-to-revive-economy?embedded-checkout=true](https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-06-15/venezuela-pivots-to-natural-gas-for-export-in-bid-to-revive-economy?embedded-checkout=true)

Zerpa, Fabiola, Martin, Eric et Acosta, Andreina Itriago. (2023). "Negotiators in Venezuela Seek Freedom for

Jailed US Citizens." *Bloomberg*, 22 juin 2023.
<https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-06-22/negotiators-in-venezuela-seek-freedom-for-jailed-us-citizens?embedded-checkout=true>

EXTRACTIVISM

| The Project

The collaborative research project *extractivism.de* links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit www.extractivism.de for further information.

GEFÖRDERT VOM



Bundesministerium
für Bildung
und Forschung

U N I K A S S E L
V E R S I T Ä T

